



## CHAPITRE 40

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments

[Sanctionnée le 27 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1974, c.  
35, aa. 4a,  
4b, aj.

**1.** Les articles suivants sont ajoutés après l'article 4 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35) :

Élimination de produit altéré.

« **4a.** L'exploitant d'un abattoir ou d'une conserverie, le fabricant, le préparateur, le conditionneur ou l'entreposeur d'aliments, doit éliminer sur-le-champ tout produit altéré, impropre à la consommation, ou autrement non conforme à la présente loi ou aux règlements.

Élimination de matériel défectueux.

Ces personnes doivent, de la même façon éliminer tout matériel défectueux, malpropre ou insalubre, ou dont les règlements peuvent prohiber l'utilisation.

Estampille sur produits.

« **4b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver l'estampille qui peut être apposée sur un produit, son étiquette ou son emballage, prescrire les conditions d'utilisation de cette estampille, en prohiber la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage, sauf dans les cas qu'il détermine. »

1974, c.  
35, a. 6,  
mod.

**2.** Ladite loi est modifiée par le remplacement du premier alinéa de l'article 6 par le suivant :

Permis obligatoire.

« **6.** Nul ne peut, sans être détenteur d'un permis en vigueur :

## CHAPTER 40

An Act to amend the Agricultural Products and Food Act

[Assented to 27 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The following sections are added after section 4 of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35):

1974, c.  
35, ss. 4a,  
4b, added.

“**4a.** Every person operating a slaughter-house or packing-house, or engaged in the manufacture, preparation, conditioning or storing of food must immediately discard every product that is tainted or unfit for consumption or otherwise in nonconformity to this act or the regulations.

Operators, etc., to discard tainted products.

Every such person must in the same manner discard all equipment which is defective, soiled or unsanitary, or the use of which is prohibited by regulation.

Equipment to be discarded.

“**4b.** The Lieutenant-Governor in Council may approve the stamp that may be affixed to a product, or to its label or package, prescribe the conditions of use of such stamp, and prohibit the making, copying, keeping or use thereof except in the cases he determines.”

Stamp on product.

**2.** The said act is amended by replacing the first paragraph of section 6 by the following:

1974, c.  
35, s. 6,  
am.

“**6.** No person shall, without holding a permit in force:

Permits obligatory.

a) exploiter un atelier d'équarrissage d'animaux;

b) exploiter un abattoir ou un atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à l'alimentation humaine. »

1974, c.  
35, s. 7,  
mod.

**3.** L'article 7 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Intérêt  
public.

« Aucun permis ne peut être délivré à moins que, de l'avis du ministre, l'opération projetée par la personne qui sollicite le permis ne soit désirable dans l'intérêt public. »

1974, c.  
35, s. 8,  
mod.

**4.** L'article 8 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des chiffres et mots « le 31 décembre suivant » par les mots « douze mois après ».

Id., a. 36,  
mod.

**5.** L'article 36 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe e, du mot « permis, » par ce qui suit : « permis ou de s'enregistrer auprès du ministre, ».

Id., a. 38,  
mod.

**6.** L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement de la première ligne par ce qui suit :

« **38.** Sauf les cas où une autre peine est prévue, quiconque enfreint la présente loi ».

Id., aa.  
39a-39c,  
aj.

**7.** Les articles suivants sont ajoutés après l'article 39 de ladite loi :

Infraction  
et peine.

« **39a.** Quiconque enfreint l'article 4a ou les dispositions des règlements relatives aux viandes impropres à la consommation humaine est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$5,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$3,000 et d'au plus \$10,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas cinq ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

(a) operate a plant for dismembering dead animals;

(b) operate a slaughter-house or a plant for the preparation, conditioning or processing, for wholesale purposes, of meat or meat products intended as food for humans. »

**3.** Section 7 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

1974, c.  
35, s. 7,  
am.

“No permit shall be issued unless, in the opinion of the Minister, the intended operations of the person applying for the permit are in the public interest.”

Public  
interest.

**4.** Section 8 of the said act is amended by replacing the figures and words “on 31 December following” in the first and second lines by the words “twelve months after”.

1974, c.  
35, s. 8,  
am.

**5.** Section 36 of the said act is amended by replacing the word “permit” in the fourth line of paragraph e by the following: “permit or to register with the Minister”.

Id., s. 36,  
am.

**6.** Section 38 of the said act is amended by replacing the word “Every” in the first line by the following:

Id., s. 38,  
am.

“**38.** Except in the cases where another penalty is provided for, every”.

**7.** The following sections are added after section 39 of the said act:

Id., ss.  
39a-39c,  
added.

“**39a.** Every person who contravenes section 4a or those provisions of the regulations which regard meat unfit for human consumption is liable upon summary proceeding, in addition to the costs,

Offence  
and  
penalty.

(a) for a first offence, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$5,000 or to imprisonment not exceeding two years, or to both the fine and imprisonment;

(b) for each subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$3,000 nor more than \$10,000 or to imprisonment not exceeding five years, or to both the fine and imprisonment.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

L'article 43 ne s'applique pas à ces infractions mais la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'y applique.

Amendes  
pour cor-  
pora-  
tions.

« **39b.** L'article 39a s'applique *mutatis mutandis* à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$10,000 et d'au plus \$20,000.

Paiement  
des amen-  
des et  
frais.

Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique.

Officier,  
etc.,  
réputé  
partie à  
l'infraction,  
etc.

« **39c.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à l'article 4a ou aux dispositions des règlements relatives aux viandes impropres à la consommation humaine, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible des peines prévues à l'article 39a, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable. »

1974, c.  
35, a. 40,  
mod.

**8.** L'article 40 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des chiffres et mot « 38 et 39 » par les chiffres et mot « 38, 39 et 39a ».

Id., a. 53,  
rempl.

**9.** L'article 53 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Entrée en  
vigueur.

« **53.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. »

Entrée en  
vigueur.

**10.** La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées pour l'entrée en vigueur de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35). (\*)

(\*) L'article 1, l'article 2 à l'exception du paragraphe b de l'article 6 et les articles 3 à 8 de cette loi sont entrés en vigueur le 15 juillet 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 4633).

Section 43 does not apply to such offences, but Part II of the Summary Convictions Act does apply.

Provisions  
to apply.

« **39b.** Section 39a applies *mutatis mutandis* to a corporation, except that the fines shall be not less than \$5,000 nor more than \$10,000 for a first offence and, for each subsequent offence within two years, not less than \$10,000 nor more than \$20,000.

Penalties  
for corpo-  
rations.

The Court may order that if the costs are not paid by the corporation, they shall be paid by such directors, officers, employees or agents of the corporation as the Court may designate, and to such extent as it may determine.

Payment  
of costs.

« **39c.** Where a corporation is guilty of an offence against section 4a or against those provisions of the regulations which regard meat unfit for human consumption, every officer, director, employee or agent of that corporation who has prescribed or authorized the committing of the offence, or has consented thereto or acquiesced or participated therein, is deemed a party to the offence and is liable to the penalties provided for in section 39a, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. »

Officer,  
etc.,  
deemed  
party to  
offence,  
etc.

**8.** Section 40 of the said act is amended by replacing the figures and word "38 and 39" in the fifth line by the figures and word "38, 39 and 39a".

1974, c.  
35, s. 40,  
am.

**9.** Section 53 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 53,  
replaced.

« **53.** This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by any proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. »

Coming  
into force.

**10.** This act shall come into force on the date or dates fixed for the coming into force of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35). (\*)

Coming  
into force.

(\*) Section 1, section 2 except paragraph b of section 6 and sections 3 to 8 of this act came into force 15 July 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 4633).